

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

**CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Assemblée Plénière extraordinaire du jeudi 17 avril 2025

Membres en exercice : 26  
Présents : 16  
Procuration(s) : 4  
Absent(s) : 6  
Nombres de votants : 20  
Votes pour : 20  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : vendredi 11 avril 2025

**DELIBERATION N°DL\_AP2025\_0064**

**Relative à l'avis du Conseil départemental sur le projet de décret relatif à l'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique pour la session 2025 à Mayotte en raison des conséquences du cyclone Chido**

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept avril, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière extraordinaire, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.  
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Hélène POLLOZEC

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA, Madame Sohirat EL HADAD donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI

**Conseillers départementaux absents :**

Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Zaounaki SAINDOU

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Hélène POLLOZEC

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;  
**Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_00197 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;  
**Vu** l'article 15, alinéa 3 du chapitre III du Règlement intérieur du Conseil départemental - délibération n°AP2021\_0209 du 19 juillet 2021 portant sur le recours à la procédure d'urgence de la convocation d'une assemblée plénière ;  
**Vu** la saisine du Préfet en date du 14 avril 2025 ;

**Considérant :** le rapport n°2025-02548 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

**Considérant :** l'avis de la Commission réunie en date en date du 17 avril 2025.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,**

**Le Conseil Départemental,**

### **DECIDE**

**Article 1 :** de donner un avis favorable au projet de décret relatif à l'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique pour la session 2025 à Mayotte en raison des conséquences du cyclone Chido ;

### **DEMANDE**

**Article 2 :** au Ministère chargé de l'éducation d'analyser et de diffuser les résultats, dès qu'ils seront disponibles, afin que le rectorat de Mayotte et les autres acteurs éducatifs puissent, le cas échéant ou en cas de baisse du niveau des élèves, prendre toute disposition utile pour soutenir des élèves pendant les vacances et ainsi assurer une bonne entrée dans l'enseignement supérieur en 2025-2026 ;

**Article 3 :** en application des dispositions de l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**



**Ben Issa OUSSENI**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur et  
de la recherche

Décret n° 2025-XXXX du XX  
relatif à l'organisation de l'examen des baccalauréats général et technologique de la  
session 2025 pour l'année scolaire 2024-2025 à Mayotte en raison des conséquences du  
cyclone Chido

NOR : MENE2508051D

*Publics concernés : candidats aux baccalauréats général et technologique à Mayotte.*

*Objet : modification des conditions d'obtention des baccalauréats général et technologique pour la session 2025 à Mayotte, en raison des conséquences du passage du cyclone Chido. Ce décret prévoit, pour certains candidats, qu'au titre de la session 2025, les épreuves terminales des enseignements de spécialité et de philosophie des baccalauréats général et technologique, ainsi que des évaluations spécifiques organisées pour la délivrance du baccalauréat français international, sont remplacées, sous certaines conditions, par la prise en compte des moyennes annuelles de la classe de terminale dans les enseignements concernés, figurant dans le livret scolaire. Les candidats ne pouvant prétendre à la prise en compte de leurs moyennes annuelles sont convoqués aux épreuves correspondantes. Le décret permet au jury d'harmoniser, avant les délibérations, les notes issues des moyennes annuelles, retenues au titre des épreuves terminales.*

*Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

*Application : le présent décret est un texte autonome.*

**Le Premier ministre,**

Sur le rapport de la ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 331-1 et L. 333-4 ;

Vu les conséquences du cyclone Chido survenu à Mayotte ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation en date du 27 mars 2025 ;

Vu la saisine du Département de Mayotte en date du XXXX 2025

**OU**

Vu l'avis du Département de Mayotte en date du XX XX 2025,

**Décrète :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Le diplôme du baccalauréat général et celui du baccalauréat technologique sont délivrés à Mayotte, au titre de la session 2025, conformément aux dispositions des chapitres IV et VI du titre III du livre III du code de l'éducation, sous réserve des dispositions du présent décret.

## Article 2

Les dispositions du présent décret s'appliquent aux candidats inscrits auprès de l'académie de Mayotte suivants :

- candidats inscrits dans un établissement d'enseignement d'État relevant des articles D. 422-1 à R. 422-60 du code de l'éducation ;
- candidats inscrits dans un établissement d'enseignement privé ayant passé avec l'Etat le contrat prévu à l'article L. 442-5 du code de l'éducation ;
- candidats inscrits dans un établissement technique privé reconnu par l'Etat en application de l'article L. 443-2 du même code ;
- candidats pris en charge dans les unités d'enseignement mentionnées à l'article D. 351-17 du code de l'éducation ;
- candidats inscrits au Centre national d'enseignement à distance en application de l'avant-dernier alinéa de l'article R. 426-2 du code de l'éducation.

## Article 3

Pour l'année scolaire 2024-2025, les épreuves terminales des enseignements de spécialité et de philosophie sont remplacées par la prise en compte des moyennes annuelles de la classe de terminale, dans les enseignements concernés. Ces moyennes annuelles sont validées par le conseil de classe, inscrites dans le livret scolaire des candidats, et arrondies au point supérieur. Les candidats qui ne disposent pas de moyenne annuelle dans les enseignements mentionnés au premier alinéa sont convoqués aux épreuves terminales correspondantes.

## Article 4

Lorsque, pour la composition de la note de l'épreuve d'éducation physique et sportive prévue en application du septième alinéa des articles D. 334-4 et D. 336-4 du code de l'éducation, pas plus d'un contrôle en cours de formation n'a pu être organisé au cours de l'année scolaire 2024-2025, la note est fixée en prenant également en compte la moyenne annuelle de la classe de terminale, dans cet enseignement, inscrite dans le livret scolaire, selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'éducation nationale.

En l'absence de contrôle en cours de formation et de moyenne annuelle, le coefficient correspondant à l'enseignement obligatoire d'éducation physique et sportive est neutralisé.

## Article 5

En amont des délibérations, le jury mentionné aux articles D. 334-20, D. 334-21, D. 336-19 et D. 336-20 du code de l'éducation prend connaissance des notes issues des moyennes annuelles des livrets scolaires, au titre des épreuves terminales des enseignements de spécialité et de philosophie, et s'assure qu'il n'existe pas de discordance manifeste entre elles. Il peut procéder à une harmonisation de ces notes dans des conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'éducation.

## Article 6

La ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre d'Etat, ministre des outre-mer, la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le.

Par le Premier ministre :

François BAYROU

La ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur et de la recherche

Elisabeth BORNE

Le ministre d'Etat, ministre des outre-mer

Manuel VALLS

La ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,

Annie GENEVARD

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur et  
de la recherche

**Arrêté n° XX du XX**

**relatif à l'organisation de l'examen des baccalauréats général et technologique de la session 2025 pour l'année scolaire 2024-2025 à Mayotte en raison des conséquences du cyclone Chido**

NOR : MENE2508057A

**La ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre d'Etat, ministre des outre-mer, la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,**

Vu le code de l'éducation ;

Vu le décret n° XXX relatif à l'organisation de l'examen des baccalauréat général et technologique de la session 2025 pour l'année scolaire 2024-2025 à Mayotte en raison des conséquences du cyclone Chido ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2011 relatif aux modalités d'organisation du contrôle en cours de formation et de l'examen ponctuel terminal prévus pour l'éducation physique et sportive des baccalauréats général et technologique ;

Vu l'arrêté du 10 janvier 2017 fixant les modalités d'évaluation des enseignements, commun et facultatif, d'éducation physique et sportive pour le baccalauréat technologique série STAV préparé dans les établissements de formation initiale de l'enseignement agricole ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2018 modifié relatif aux épreuves du baccalauréat général à compter de la session 2021 ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2018 modifié relatif aux épreuves du baccalauréat technologique à compter de la session 2021 ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2018 modifié relatif aux épreuves anticipées du baccalauréat général et du baccalauréat technologique ;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2019 modifié relatif à la nature et à la durée des épreuves terminales du baccalauréat général et du baccalauréat technologique à compter de la session de 2021 ;

Vu l'arrêté du 21 octobre 2019 relatif aux épreuves du deuxième groupe de la série « sciences et technologies de l'agronomie et du vivant » (STAV) du baccalauréat technologique ;

Vu l'arrêté du 4 mars 2020 modifié relatif au livret scolaire pour l'examen du baccalauréat général, du baccalauréat technologique et du baccalauréat professionnel ;

Vu l'arrêté du 6 août 2021 relatif aux sections internationales de classe de seconde et aux classes menant au baccalauréat français international (BFI) ;

Vu l'arrêté du 23 septembre 2021 relatif aux épreuves du baccalauréat technologique série « sciences et technologies de l'agronomie et du vivant » (STAV) préparé dans les établissements de l'enseignement agricole à compter de la session 2022 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation en date du 27 mars 2025 ;

### **Arrêtent :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

À Mayotte, pour la session 2025 :

1°) Les diplômes du baccalauréat général et du baccalauréat technologique sont délivrés aux candidats mentionnés à l'article 2 du décret n° 2025-XXX du XXX 2025 conformément aux dispositions des arrêtés des 21 décembre 2011, 10 janvier 2017, 16 juillet 2018, 22 juillet 2019, 6 août 2021 et 23 septembre 2021 susvisés, sous réserve des dispositions du présent arrêté ;

2°) Les diplômes du baccalauréat général et du baccalauréat technologique sont délivrés aux candidats qui ne relèvent pas de l'article 2 du décret n° 2025-XXX du XXX 2025 conformément aux dispositions des arrêtés des 21 décembre 2011, 10 janvier 2017, 16 juillet 2018, 22 juillet 2019, 6 août 2021 et 23 septembre 2021 susvisés, sous réserve des dispositions de l'article 3 du présent arrêté.

### **Article 2**

Les moyennes annuelles retenues au titre des épreuves terminales des enseignements de spécialité et de philosophie, dans les conditions prévues par l'article 3 du décret n° 2025-XXX du XXX 2025 susvisé, sont celles validées par le conseil de classe et reportées dans le livret scolaire du candidat, établi conformément à l'arrêté du 4 mars 2020 susvisé. Ces moyennes sont arrondies au point supérieur.

### **Article 3**

Les candidats présentant l'épreuve écrite et l'épreuve orale de français en 2025 au titre de la session 2025 du baccalauréat général et du baccalauréat technologique sont convoqués aux épreuves correspondantes. L'épreuve orale de français se fonde sur le récapitulatif des œuvres

et des textes étudiés qui, sauf mention contraire expliquant et justifiant l'anomalie, comporte au moins huit textes pour les candidats au baccalauréat général et au moins six textes pour les candidats au baccalauréat technologique.

#### Article 4

Pour la note attribuée au candidat au titre de l'enseignement obligatoire d'éducation physique et sportive :

1° En cas d'impossibilité de proposer l'une des trois activités évaluées dans le cadre de l'ensemble certificatif mentionné à l'article 3 de l'arrêté du 21 décembre 2011 susvisé et à l'article 2 de l'arrêté du 10 janvier 2017 susvisé, cet ensemble certificatif ne comporte que deux épreuves ;

2° Lorsqu'une seule situation d'évaluation a pu être réalisée, la note attribuée au candidat est la moyenne entre le résultat obtenu à cette évaluation et la moyenne annuelle de l'année de terminale du candidat dans cet enseignement ;

3° Lorsqu'aucune situation d'évaluation n'a pu être réalisée, la note attribuée au candidat est proposée au regard de ses acquisitions tout au long de la formation en prenant en compte la moyenne annuelle de l'année de terminale du candidat dans cet enseignement.

#### Article 5

Pour les candidats inscrits en classe de terminale menant au baccalauréat français international, les évaluations spécifiques portant sur l'enseignement d'approfondissement culturel et linguistique, la discipline non linguistique obligatoire, l'enseignement intitulé « connaissance du monde » et la discipline non linguistique facultative sont remplacées par les moyennes annuelles de la classe de terminale, dans les enseignements et disciplines concernés, validées par le conseil de classe et inscrites dans le livret scolaire des candidats, établi conformément à l'arrêté du 4 mars 2020 susvisé, arrondies au point supérieur.

Lorsque l'évaluation spécifique comporte une épreuve écrite et une épreuve orale, la moyenne annuelle de l'enseignement concerné vaut pour chacune des deux épreuves.

Les candidats qui ne disposent pas de moyenne annuelle issue du livret scolaire dans les enseignements et disciplines mentionnés au premier alinéa sont convoqués aux épreuves correspondantes.

#### Article 6

Pour procéder à l'harmonisation des notes visées à l'article 5 du décret n° 2025-XX du XXX 2025, les éléments mis à disposition du jury sont :

1° Les moyennes annuelles inscrites dans le livret scolaire du candidat dans les enseignements correspondants ;

2° Des informations disponibles sur l'établissement d'origine du candidat, notamment les moyennes annuelles et les notes obtenues aux épreuves terminales dans les enseignements correspondants au titre des sessions 2023 et 2024 des baccalauréats général et technologique.

Au vu de ces éléments, le jury peut procéder, en amont des délibérations, à une révision des notes à la hausse comme à la baisse.

## Article 7

S'agissant des épreuves de contrôle prévues aux articles D. 334-4, D. 334-8, D. 336-4 et D. 336-8 et définies par les arrêtés du 22 juillet 2019 et du 21 octobre 2019 susvisés, les candidats sont autorisés à présenter aux examinateurs une fiche visée par le chef d'établissement attestant des parties du programme réalisées et à partir desquelles les examinateurs adaptent les sujets proposés, le cas échéant.

## Article 8

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

La ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur et de la recherche

Elisabeth BORNE

Le ministre d'Etat, ministre des outre-mer

Manuel VALLS

La ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,

Annie GENEVARD